

Convention collective

**IDCC : 8422. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Alsace)
(14 février 2008)**

(Étendue par arrêté du 16 mars 2009,
Journal officiel du 25 mars 2009)

**AVENANT N° 14 DU 18 JANVIER 2018
RELATIF AU BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES**

NOR : *AGRS1897104M*
IDCC : 8422

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin ;
Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin ;
Syndicat des pépiniéristes viticoles d'Alsace ;
Fédération des syndicats de maraîchers d'Alsace ;
Association des viticulteurs d'Alsace ;
Groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;
Association des fermes auberges du Bas-Rhin ;
Association des fermes auberges du Haut-Rhin ;
Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Alsace ;
Entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;
Entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;
Coop de France Alsace, section CUMA,

D'une part, et

Union régionale d'Alsace des syndicats CFDT ;
Union régionale d'Alsace des syndicats CFTC ;
Union régionale d'Alsace des syndicats CGT-FO ;
Syndicat national des cadres d'exploitations agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires et mensuels minima conventionnels sont fixés comme suit.

(En euros.)

NOUVELLE CLASSIFICATION		TAUX HORAIRE	RÉMUNÉRATION MENSUELLE (base 151,67 heures)
Niveau I	Échelon 1	9,88	1 498,50
	Échelon 2	9,93	1 506,08
	Échelon 3	10,02	1 519,73
Niveau II	Échelon 1	10,09	1 530,35
	Échelon 2	10,19	1 545,52
Niveau III	Échelon 1	10,25	1 554,62
	Échelon 2	10,51	1 594,05
Niveau IV	Échelon 1	10,78	1 635,00
	Échelon 2	11,35	1 721,45
Niveau V	Échelon 1	12,03	1 824,59
	Échelon 2	13,10	1 986,88
Niveau VI		14,62	2 217,42
Niveau VII		16,27	2 467,67
Niveau VIII		18,80	2 851,40
Niveau IX		22,03	3 341,29

Article 2

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} février 2018.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, qui sera déposé à l'unité territoriale du Bas-Rhin de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Colmar, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)